

**ORGANISATION MONDIALE** **GATS/SC/16/Suppl.1/Rev.1**  
**DU COMMERCE**

---

RESTRICTED

4 octobre 1995

(95-2881)

**Commerce des services**

**CANADA**

**Liste d'engagements spécifiques**

**Supplément 1**

**Révision**

(Seuls les textes anglais et français font foi)

---

Le texte ci-joint remplace la section du document GATS/SC/16 qui porte sur les services financiers (pages 62 à 82).



## CANADA - LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>7. SERVICES FINANCIERS</p> <p><u>Mesures applicables à tous les secteurs des services financiers:</u></p> <p>1. Les engagements prévus par ce chapitre sont pris conformément au <u>Mémorandum d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers ("le Mémorandum")</u>.</p> <p>2. Il est entendu que les engagements relatifs à l'accès au marché en ce qui concerne les aspects de la "fourniture transfrontières", de la "consommation à l'étranger" (décrits aux alinéas 2 a) et 2 b) de l'Article premier de l'<u>Accord général sur le commerce des services</u>) sont limités à la mesure des obligations visées aux paragraphes 3 et 4 de la section <u>Accès aux marchés</u> du <u>Mémorandum</u>. Il est entendu que le paragraphe 4 du <u>Mémorandum</u> n'impose pas l'obligation de permettre aux fournisseurs de services financiers non résidents de solliciter des contrats.</p> <p>3. Les engagements de la "présence commerciale" sont consolidés conformément au <u>Mémorandum</u>.</p> <p>4. Les engagements relatifs à la "présence de personnes physiques" sont organisés conformément au <u>Mémorandum</u> et consolidés selon les limites générales applicables à tous les secteurs de cette liste (Partie A).</p> <p>5. Autrement, les engagements prévus par ce chapitre sont soumis aux conditions ou limites générales applicables à tous les secteurs de cette liste.</p>			

**CANADA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>1) Néant</p>	<p>1) Néant, sauf ce qui suit:</p> <p>i) Certaines transactions entre les membres d'un groupe de sociétés étroitement liées, qui comprend un établissement financier, peuvent être considérées comme des transactions exonérées de la taxe à la valeur ajoutée. Les importations ne bénéficient pas de ce traitement.</p> <p>ii) Les transactions entre les succursales ou bureaux de représentation résidents et non résidents d'un établissement financier sont considérées comme des transactions entre personnes distinctes aux fins de la taxe à la valeur ajoutée.</p>	
	<p>2) Néant</p>	<p>2) Néant, sauf ce qui suit:</p> <p>i) Certaines transactions entre les membres d'un groupe de sociétés étroitement apparentées, qui comprennent un établissement financier, peuvent être considérées comme des transactions exonérées de la taxe à la valeur ajoutée. Les importations ne bénéficient pas de ce traitement.</p>	

## CANADA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) Néant, sauf ce qui suit:</p> <p>Les institutions financières réglementées au niveau fédéral dont le capital dépasse 750 millions de dollars doivent, dans un délai de cinq ans après avoir atteint le seuil, faire en sorte que 35 pour cent de leurs actions avec droit de vote soient distribuées dans le public et officiellement cotées en bourse au Canada.</p>	<p>ii) Les transactions entre les succursales ou bureaux de représentation résidents et non résidents d'un établissement financier sont considérées comme des transactions entre personnes distinctes aux fins de la taxe à la valeur ajoutée.</p> <p>3) Néant, sauf ce qui suit:</p> <p>La Directive du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario et le mécanisme d'examen du développement industriel prévoient, quant au prix, une préférence pouvant aller jusqu'à 10 pour cent pour le contenu canadien, compte tenu de la valeur ajoutée au Canada pour certains achats publics. La Directive s'applique selon la nationalité du fournisseur de services concerné.</p> <p>i) Certaines transactions entre les membres d'un groupe de sociétés étroitement apparentées, qui comprennent un établissement financier, peuvent être considérées comme des transactions exonérées de la taxe à la valeur ajoutée. Les importations ne bénéficient pas de ce traitement.</p>	

**CANADA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>A. <u>Services d'assurance et services auxiliaires de l'assurance</u> (CPC 812* + 814)</p> <p>a) Services d'assurance-vie, accident et santé (CPC 8121)</p>	<p>4) Voir le paragraphe 4 de la note sur les services financiers</p> <p>1) Néant, sauf ce qui suit:</p> <p><u>Assurance directe (fédéral)</u>: Les services doivent être assurés par l'intermédiaire d'une présence commerciale, sauf pour l'assurance maritime.</p> <p>(Toutes les provinces): Les services doivent être assurés par l'intermédiaire d'une présence commerciale.</p>	<p>ii) Les transactions entre les succursales ou bureaux de représentation résidents et non résidents d'un établissement financier sont considérées comme des transactions entre personnes distinctes aux fins de la taxe à la valeur ajoutée.</p> <p>4) Voir le paragraphe 4 de la note sur les services financiers</p> <p>1) Néant</p>	

## CANADA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
b) Services d'assurance autres que sur la vie (à l'exception de l'assurance-dépôts et autres arrangements semblables relatifs aux compensations) (CPC 8129)	<p><u>Réassurance et rétrocession (fédéral)</u>: Les services doivent être assurés par l'intermédiaire d'une présence commerciale.</p> <p>(Toutes les provinces, à l'exclusion de l'Alberta): Les services doivent être assurés par l'intermédiaire d'une présence commerciale.</p>			
c) Réassurance et rétrocession (CPC 81299*)	<p>2) Néant, sauf ce qui suit:</p> <p><u>Réassurance et rétrocession (fédéral)</u>: L'achat de services de réassurance par un assureur canadien, autre qu'un assureur-vie ou qu'un réassureur, d'un réassureur non résident est limité à 25 pour cent des risques assumés par l'assureur qui achète la réassurance.</p>	<p>2) Néant, sauf ce qui suit:</p> <p><u>Assurance directe autre que l'assurance-vie, l'assurance maladie ou cas d'accident, l'assurance personnelle ou l'assurance maritime (fédéral)</u>: Une taxe d'accise de 10 pour cent est applicable sur les primes nettes versées aux assureurs non résidents ou aux échanges effectués habituellement au Canada en vertu d'un contrat d'assurance contre le risque, à moins qu'il soit reconnu que l'assurance n'est pas disponible au Canada.</p>		

**CANADA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) Néant, sauf ce qui suit:</p> <p><u>Assurance directe et réassurance et rétrocession</u> (fédéral): Le démarchage de services d'assurance au Canada ne peut se faire que de la façon suivante:</p> <p>i) par l'intermédiaire d'une société immatriculée en vertu de la loi canadienne;</p>	<p><u>Assurance directe</u> (Alberta): Un droit de 50 pour cent de la prime versée est payable à la province. Les assureurs non titulaires d'une licence doivent aussi notifier la province des assurances sur les risques qu'ils accordent.</p> <p>3) Néant, sauf ce qui suit:</p> <p><u>Assurance directe et réassurance et rétrocession</u> (fédéral): Au moins la moitié des administrateurs doivent être soit des citoyens canadiens qui résident habituellement au Canada soit des résidents permanents qui résident habituellement au Canada.</p> <p>(Colombie-Britannique): La majorité des administrateurs doivent être résidents du Canada et au moins un administrateur doit être résident de la Colombie-Britannique.</p>	



## CANADA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>ii) par l'intermédiaire d'une société immatriculée en vertu de la loi d'une autre juridiction (c'est-à-dire un service d'une société étrangère);</p> <p>iii) par une association formée en vertu du régime connu sous le nom de Lloyd's.</p> <p>La compagnie d'assurance étrangère immatriculée dans la juridiction où elle traite, directement ou par l'intermédiaire d'une filiale, le plus gros de ses affaires, doit détenir un nombre suffisant de parts dans la filiale canadienne pour en exercer le contrôle.</p> <p>Le service d'une compagnie d'assurance étrangère doit être établi directement sous les auspices de la compagnie d'assurance étrangère immatriculée dans la juridiction où elle traite, directement ou par l'intermédiaire d'une filiale, le plus gros de ses affaires.</p> <p>(Toutes les provinces): Les services relatifs aux assurances ne peuvent être fournis que de la façon suivante:</p>	<p>(Ontario): Les exigences relatives aux capitaux imposées aux mutuelles d'assurance ne s'appliquent pas à toutes les mutuelles d'assurance immatriculées en Ontario.</p> <p>(Québec): Les trois quarts des administrateurs doivent être citoyens canadiens et la majorité doivent résider au Québec.</p>	

**CANADA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>i) par l'intermédiaire d'une société immatriculée en vertu d'une loi provinciale;</p> <p>ii) par l'intermédiaire d'une compagnie d'assurance extraprovinciale, c'est-à-dire un assureur immatriculé en vertu de la loi d'une autre juridiction (c'est-à-dire un service autorisé par l'administration fédérale d'une société étrangère);</p> <p>iii) par une association formée en vertu du régime connu sous le nom de Lloyd's;</p> <p>iv) (Ontario): Echanges d'assurance réciproques.</p> <p>(Alberta): Les filiales de compagnies d'assurance étrangères doivent être autorisées par l'administration fédérale.</p> <p>(Québec): Les non-résidents ne peuvent acquérir, directement ou indirectement, plus de 30 pour cent des actions avec droit de vote de toute société sous contrôle canadien et de toute compagnie à charte du Québec, sans une approbation ministérielle.</p>		

## CANADA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>(Fédéral): L'achat de services de réassurance par un assureur canadien, autre qu'un assureur-vie ou qu'un réassureur, d'un réassureur résident est limité à 75 pour cent des risques assumés par l'assureur qui achète la réassurance.</p> <p>(Colombie-Britannique): Toute constitution en société, acquisition de parts ou demande d'immatriculation commerciale, lorsque le demandeur détient ou détendra 10 pour cent ou plus des droits de vote de la société est assujettie à l'approbation ministérielle.</p> <p><u>Assurance autre que l'assurance-vie</u> (Ontario): Les échanges d'assurance réciproques doivent prévoir une caisse de garantie de 50 000 dollars à moins que l'assureur-automobile ou l'assureur incendie ait son bureau principal en Ontario, auquel cas 25 000 dollars suffisent.</p> <p><u>Assurance-automobile:</u> (Québec, Manitoba, Saskatchewan et Colombie-Britannique): L'assurance-automobile est fournie par un monopole d'Etat.</p>		

**CANADA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>d) Services auxiliaires de l'assurance (incluant les services de courtage et d'agences d'assurance) (CPC 8140)</p>	<p>4) Voir le paragraphe 4 de la note sur les Services financiers</p> <p>1) Néant, sauf ce qui suit:</p> <p><u>Intermédiation en assurance relative aux expéditions maritimes, à l'aviation commerciale, aux lancements spatiaux, au transport (y compris les satellites) et aux marchandises en transit international (toutes les provinces):</u> Les services doivent être assurés par une présence commerciale dans la province dans laquelle le service est fourni.</p> <p><u>Services d'expertise (Terre-Neuve):</u> Pour obtenir une licence, les experts d'assurance non résidents doivent accepter de travailler par l'intermédiaire d'un autre expert d'assurance, d'une compagnie d'expertise, ou d'un représentant, d'un agent ou d'un courtier titulaire d'une licence en vertu de la loi provinciale.</p> <p>(Ontario et île du Prince-Edouard): Les experts d'assurance indépendants et non résidents ne peuvent exercer dans ces provinces.</p>	<p>4) Voir le paragraphe 4 de la note sur les Services financiers</p> <p>1) Néant</p>	

## CANADA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	2) Néant	2) Néant, sauf ce qui suit:  <u>Intermédiation en assurance relative à l'aviation commerciale, aux lancements spatiaux, au transport (y compris les satellites) et aux marchandises en transit international (fédéral): Une taxe d'accise de 10 pour cent est applicable aux primes nettes versées aux assureurs non résidents ou aux échanges effectués habituellement au Canada en vertu d'un contrat d'assurance contre le risque, à moins qu'il soit reconnu que l'assurance n'est pas disponible au Canada. La taxe d'accise est aussi applicable aux primes nettes payables à l'égard d'un contrat conclu, par l'intermédiaire d'un agent ou d'un courtier non résident, avec un assureur autorisé par les lois canadienne ou provinciale à offrir des services d'assurance.</u>	

**CANADA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) Néant, sauf ce qui suit:</p> <p>(Ontario): Lorsque la majorité des actions avec droit de vote d'une société appartiennent à des non-résidents, la société ne peut obtenir de licence pour agir en qualité de courtier ou d'expert en assurance. Un organisme ou une entreprise d'expertise ou de courtage en assurance qui appartient en majorité à des non-résidents et qui a obtenu une licence en vertu d'une incorporation à des droits acquis ne peut prendre d'expansion en achetant des actifs ou l'entreprise d'un autre courtier, agent ou expert en assurance, ou en se fusionnant avec lui. Aucune licence ne sera concédée à une société indépendante ou en nom collectif offrant des services d'assurance ou d'expertise, si son siège social est situé à l'extérieur du Canada ou si un associé de la société est résident d'un autre Etat que le Canada.</p> <p>(Terre-Neuve): Les sociétés extraprovinciales d'expertise doivent être parrainées par une société ou une agence résidente de Terre-Neuve.</p>	<p>3) Néant</p>	

## CANADA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>B. <u>Services bancaires et autres services financiers</u> (à l'exclusion des services d'assurance) (CPC 81115 à 81119 + 813)</p> <p>a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public (CPC 81115-81119)</p>	<p>4) Voir le paragraphe 4 de la note sur les Services financiers, et:</p> <p>(Terre-Neuve): Les experts en assurance extraprovinciaux indépendants doivent être parrainés par une société ou une agence résidente de Terre-Neuve.</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p>	<p>4) Voir le paragraphe 4 de la note sur les Services financiers</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p>	

**CANADA (suite)**

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>b) Prêts de tous types, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales (CPC 8113)</p> <p>c) Crédit-bail (CPC 8112)</p>	<p>3) Néant, sauf ce qui suit:</p> <p><u>Banques</u>: Les banques étrangères doivent constituer leurs filiales en sociétés canadiennes si elles veulent offrir des services bancaires au Canada.</p> <p>Nul (Canadien ou étranger) ne peut posséder plus de 10 pour cent des actions de toute catégorie d'une banque de l'annexe I.</p> <p><u>Sociétés de fiducie et de prêts (fédéral et toutes les provinces)</u>: La constitution en société fédérale ou provinciale est obligatoire.</p>	<p>3) Néant, sauf ce qui suit:</p> <p><u>Banques</u>: Les filiales de banques étrangères désireuses d'ouvrir plus d'une succursale doivent obtenir l'autorisation ministérielle.</p> <p>La moitié au moins des administrateurs doivent être soit des citoyens canadiens qui résident habituellement au Canada soit des résidents permanents qui résident habituellement au Canada.</p> <p><u>Sociétés de fiducie et de prêts (fédéral)</u>: La moitié au moins des administrateurs doivent être soit des citoyens canadiens qui résident habituellement au Canada soit des résidents permanents qui résident habituellement au Canada.</p>	
d) Tous services de règlement et de transferts monétaires (CPC 8139*)	<p>(Ontario, Québec et Manitoba):</p> <p>L'acquisition directe ou indirecte de sociétés sous contrôle canadien par des étrangers est limitée à 10 pour cent individuellement et à 25 pour cent collectivement.</p>	<p>(Alberta): Les trois quarts au moins des administrateurs doivent être habituellement résidents du Canada.</p>	



## CANADA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
e) Garanties et engagements (CPC 81199*)	<p>(Saskatchewan): Des étrangers ne peuvent être propriétaires, individuellement ou collectivement, de plus de 10 pour cent des actions des sociétés sous contrôle canadien et immatriculées dans la province.</p> <p>(Colombie-Britannique): Toute constitution en société, acquisition de parts ou demande d'immatriculation commerciale, lorsque le demandeur détient ou détiendra 10 pour cent ou plus des droits de vote de la société est assujettie à l'approbation ministérielle.</p> <p>(Ontario): La constitution en société ou l'enregistrement d'une entreprise sera refusé à moins que les autorités compétentes ne soient convaincues de l'intérêt ou de l'avantage publics que représenterait l'arrivée d'une nouvelle société. Le gouvernement provincial peut s'opposer au transfert ou à la cession de 10 pour cent ou plus des actions avec droits de vote s'il les juge contraires à l'intérêt public.</p>	<p>(Colombie-Britannique): La majorité des administrateurs doivent être résidents du Canada et au moins un administrateur doit être résident de la Colombie-Britannique.</p> <p>(Nouvelle-Ecosse): La majorité des administrateurs doivent être résidents du Canada et citoyens canadiens.</p> <p>(Manitoba et Ontario): Les étrangers ne peuvent exercer le droit de vote rattaché à leurs actions s'ils ne sont pas enregistrés en tant qu'actionnaires des actions.</p> <p>(Ontario): La majorité des administrateurs doivent être citoyens canadiens.</p>	

**CANADA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p><u>Banques et sociétés de fiducie (fédéral):</u> La banque ou société de fiducie étrangère immatriculée dans la compétence territoriale où elle exerce principalement ses activités, directement ou par l'intermédiaire d'une filiale, doit détenir directement un nombre suffisant d'actions d'une filiale canadienne de banque ou de société de fiducie pour en avoir le contrôle.</p> <p><u>Coopératives de crédit, caisses populaires et associations ou groupes connexes (toutes les provinces):</u> Doivent être constitués en sociétés dans les juridictions où elles exercent leurs activités.</p>	<p>(Québec): Les trois quarts des administrateurs doivent être citoyens canadiens et la majorité doivent résider au Québec.</p> <p><u>Coopératives de crédit et caisses populaires (Ontario et Manitoba):</u> Les administrateurs de coopératives de crédit doivent être citoyens canadiens.</p> <p>(Colombie-Britannique): Les administrateurs principaux et secondaires des coopératives de crédit doivent être résidents de la province.</p>	

## CANADA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p><u>Courtiers en hypothèques (Ontario)</u>: Doivent être constitués en sociétés en vertu de la loi canadienne ou provinciale. Un étranger ne peut détenir individuellement plus de 10 pour cent et collectivement plus de 25 pour cent des actions de participation de la société.</p> <p>(Nouvelle-Ecosse): Doivent être constitués en sociétés en vertu de la loi canadienne ou provinciale.</p> <p>(Alberta): Doit avoir une adresse commerciale dans la province.</p> <p><u>Sociétés de prêts et d'investissements (Québec)</u>: Elles doivent être constituées en sociétés en vertu de la loi fédérale ou provinciale.</p> <p><u>Sociétés coopératives (Ontario)</u>: Doivent être constituées en sociétés en vertu de la loi provinciale.</p>	<p>(Manitoba): Les coopératives de crédit et les caisses populaires sont exemptées de la taxe sur le capital social.</p> <p>(Alberta): Les administrateurs de coopératives de crédit doivent être résidents permanents du Canada et les trois quarts d'entre eux doivent être en tout temps habituellement résidents de la province.</p> <p>(Québec): Les administrateurs de caisses populaires doivent avoir leur lieu de résidence, d'affaires ou de travail dans le territoire desservi par la caisse.</p> <p><u>Sociétés d'obligations communautaires (Saskatchewan, Manitoba)</u>: Les administrateurs de sociétés d'obligations communautaires doivent être résidents de la province.</p> <p><u>Sociétés de capitaux à risques (fédéral et toutes les provinces)</u>: Mesures fiscales entraînant le traitement différencié des investissements dans les sociétés de capitaux à risques conformément aux dispositions de la Loi canadienne de l'impôt sur le revenu.</p>	

**CANADA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p><u>Prêts de tous types</u> (Nouvelle-Ecosse): Les sociétés de prêts doivent être constituées en sociétés en vertu de la loi canadienne ou provinciale.</p> <p><u>Acceptation des dépôts</u> (Québec): L'acceptation des dépôts d'établissements publics et parapublics est assurée par un monopole d'Etat.</p> <p>4) Voir le paragraphe 4 de la note sur les Services financiers, et:</p> <p><u>Courtiers en hypothèques</u> (Ontario): Doivent être résidents permanents du Canada.</p> <p>(Nouvelle-Ecosse): Doivent être résidents de la province.</p> <p>(Alberta): Doivent être résidents de la province depuis un minimum de trois mois pour pouvoir s'immatriculer.</p>	<p>4) Voir le paragraphe 4 de la note sur les Services financiers</p>	

## CANADA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>f) Opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit dans une bourse, sur un marché hors cote ou autre, sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- instruments du marché monétaire (chèques, effets, certificats de dépôt, etc.) (CPC 81339*)</li> <li>- devises (CPC 81333)</li> <li>- produits dérivés, y compris, mais pas uniquement, instruments à terme et options (CPC 81339*)</li> <li>- instruments du marché des changes et du marché monétaire, y compris swaps, accords de taux à</li> </ul>	<p>1) Néant, sauf ce qui suit:</p> <p><u>Services de conseil et autres services financiers auxiliaires</u> (Alberta, Colombie-Britannique, Nouvelle-Ecosse, Ontario, Québec): Les services doivent être assurés par l'intermédiaire d'une présence commerciale dans la juridiction dans laquelle le conseiller doit exercer son activité.</p> <p><u>Gestion des actifs</u> (Alberta, Colombie-Britannique, Nouvelle-Ecosse, Ontario, Québec et Saskatchewan): Les services doivent être assurés par l'intermédiaire d'une présence commerciale dans la juridiction dans laquelle le service est fourni.</p> <p>(Québec): La gestion des fonds de pension d'établissements publics et parapublics au Québec est assurée par un monopole d'Etat.</p> <p><u>Services de garde</u>: Les fonds mutuels qui offrent des valeurs mobilières au Canada doivent utiliser un dépositaire résident. Il est possible d'utiliser un sous-dépositaire non résident si ses avoirs en tant</p>	1) Néant	

**CANADA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> <li>- valeurs mobilières négociables (CPC 81321*)</li> <li>- autres instruments et actifs financiers négociables, y compris métal (CPC 81339*)</li> </ul>	<p>2) Néant, sauf ce qui suit:</p> <p><u>Négociation de valeurs mobilières et d'instruments à terme - personnes</u> (toutes les provinces): Pour négocié par l'intermédiaire de courtiers qui ne sont ni résidents ni enregistrés dans la province où se fait la négociation, il faut être enregistré.</p>	2) Néant	
<p>g) Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent (dans le public ou à titre privé) et prestation de services relatifs à ces émissions (CPC 8132)</p>	<p>3) Néant, sauf ce qui suit:</p> <p><u>Courtiers en valeurs mobilières</u> (Colombie-Britannique, Terre-Neuve, Ontario, Saskatchewan, Yukon): Doivent être constitués en sociétés, formés ou maintenus en vertu de la loi fédérale, provinciale ou territoriale.</p> <p>(Québec): Seules les maisons de courtage constituées en sociétés en vertu de la loi canadienne, provinciale ou territoriale peuvent s'inscrire à la Bourse de Montréal.</p>	<p>3) Néant, sauf ce qui suit:</p> <p><u>Négociation de valeurs mobilières et d'instruments à terme et services de conseils et autres services financiers auxiliaires - courtiers et conseillers:</u> (Alberta, Ontario, Terre-Neuve, Nouvelle-Ecosse): Une société requérante doit compter un administrateur ou un dirigeant résident du Canada depuis au moins un an pour présenter une demande.</p>	
<p>h) Courtage monétaire (CPC 81339*)</p>			

## CANADA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>i) Gestion d'actifs, par exemple gestion de trésorerie ou de portefeuille, toutes formes de gestion d'investissement collectif, gestion de fonds de pension, services de garde, services de dépositaire et services fiduciaires (CPC 8119*, 81323*)</p> <p>j) Services de règlement et de compensation afférents à des actifs financiers, y compris valeurs mobilières, produits dérivés et autres instruments négociables (CPC 8139*, 81319*)</p>	<p><u>Services de conseil et autres services financiers auxiliaires</u> (Colombie-Britannique): Doivent être constitués en sociétés, formés ou maintenus en vertu de la loi fédérale, provinciale ou territoriale.</p> <p><u>Gestion des actifs</u> (Québec): La gestion des fonds de pension d'établissements publics et parapublics au Québec est assurée par un monopole d'Etat.</p> <p>4) Voir le paragraphe 4 de la note sur les Services financiers</p>	<p>4) Voir le paragraphe 4 de la note sur les Services financiers</p> <p><u>Négociation de valeurs mobilières et d'instruments à terme et services de conseils et autres services financiers auxiliaires - courtiers et conseillers:</u> (Toutes les provinces sauf la Colombie-Britannique): Un requérant indépendant doit être résident du Canada depuis au moins un an pour pouvoir présenter une demande et être résident de la province dans laquelle il souhaite exercer son activité au moment de la présentation de la demande.</p>	

**CANADA (suite)**

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>k) Services de conseil et autres services financiers auxiliaires afférents à toutes les activités reprises à l'alinéa 5.1 p) de l'Annexe sur les services financiers, y compris cote de crédit et analyse financière, recherche et conseil en investissements et en placements et conseil en matière d'acquisitions, de restructurations et de stratégies d'entreprises (CPC 8131*, 8133*)</p> <p>l) Fourniture et transfert d'informations financières, et traitement de données financières et logiciels connexes, par les fournisseurs d'autres services financiers (CPC 8131*, 842*, 843*, 844*)</p>		<p>(Québec): Un particulier qui agit à titre de représentant d'un courtier ou d'un conseiller doit, sous réserve de certaines exemptions, être résident de la province.</p>	